



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 12 décembre 2017**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2017 – 272**

**GESTION DU DOMAINE PUBLIC**

**APPROBATION DU NOUVEAU REGLEMENT COMMUNAL DE VOIRIE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 5 décembre 2017, s'est réuni le mardi 12 décembre 2017 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

**PRESENTS** : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Patricia ROBIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO-GROS, Ali AMRANE, Chems SALLAH, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Corinne SANJUAN.

**PART EN COURS DE SEANCE** :

- Monsieur Pascal PELLEGRINO (prend part aux délibérations N°210 à N°266)
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE (prend part aux délibérations N°210 et 267 à 284)
- Monsieur Franck BARBEY (prend part aux délibérations N°210 à N°215)
- Madame Magali CONESA (prend part aux délibérations N°210 à N°280)

**ABSENTS EXCUSES** :

- Monsieur Philippe WESTRELIN
- Monsieur Cyril DAUPHOUD

- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Annie OGGERO-MAIRE
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Guillaume MELOT
- Madame Mékia-Nora ADDAD
- Madame Frédérique CATTART

ABSENTS :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

- Madame Aline BOURDAIRE (prend part aux délibérations N°267 à N°284)

PROCURATION :

- Monsieur Philippe WESTRELIN à Madame Catherine BUTTY
- Monsieur Cyril DAUPHOD à Madame Patricia ROBIN
- Monsieur PELLEGRINO à Madame Nicole NUTINI
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Madame Claude MASCARELLI
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Annie DUVAL
- Madame Annie OGGERO MAIRE à Monsieur Mahamadou SIRIBIE
- Monsieur Jean-François LAPORTE à Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Valérie DAVID
- Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Christophe MOREL
- Monsieur Guillaume MELOT à Madame Imen CHERIF
- Madame Mékia-Nora ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
- Madame Magali CONESA à Monsieur Damien VOARINO
- Madame Frédérique CATTART à Monsieur Ludovic BROSSY

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 07 novembre 2017.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 12 DECEMBRE 2017

**GESTION DU DOMAINE PUBLIC  
APPROBATION DU NOUVEAU REGLEMENT COMMUNAL DE VOIRIE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le règlement communal de voirie régit les modalités de coordination administratives et techniques relatives à l'occupation temporaire du domaine public et à l'exécution des travaux de voirie. Le règlement actuel de la Ville de Grasse datant du 13 mai 1997, il convient de l'abroger et de le remplacer par un nouveau règlement plus précis et intégrant les nouvelles modalités d'intervention sur le domaine public.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction Voiries, Réseaux et Domaine Public	/	/

Monsieur le Maire expose,

Vu l'article L 111-1 du Code de la Voirie Routière, définissant le domaine public routier communal,

Vu l'article L 2111-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques définissant les dépendances du domaine public routier communal,

Vu les articles L 2311-1, L 3111-1, L 2241-1, L 2121-1, L 2131-1 et suivants, L 2132-1 et L 116-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu les articles R 116-1 et suivants du Code de la Voirie Routière,

Vu les articles L 113-3 à L 113-7 du Code de la Voirie Routière,

Vu l'article L.1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques afférant au transfert de domanialité,

Vu les articles L 131-4 et L 141-3 du Code de la Voirie Routière,

Vu l'article L 131-2 du Code de la Voirie Routière afférant aux obligations d'entretien de la commune,

Vu les articles L 2213-4 et L 2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles R.433-1 à R.433-7 du Code de la Route,

Vu les articles L 131-4 et L 141-3 du Code de la Voirie Routière afférents aux enquêtes publiques préalables,

Vu l'article L.47 alinéa 5 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

Vu le décret DT-DICT n°2011-1241 du 05 octobre 2011 et ses modifications et actualisations, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transports ou de distributions entré en vigueur le 01 juillet 2012 et les articles L 554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R 554-38 du Code de l'environnement,

Vu l'application du décret 91-1147 du 14 octobre 1991 et l'arrêté interministériel du 16 novembre 1991 et ses modifications et actualisations.

Vu l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 (8<sup>ème</sup> partie Livre I)

Vu l'article R 141-14 du Code de la Voirie Routière portant sur la réfection définitive de voirie,

Vu les articles L 116-1 et suivants du Code de la Voirie Routière et les articles L 116-3 à L 116-8 du Code de la Voirie Routière afférents aux infractions à la police de conservation du domaine public routier et les articles R 116.2, L 116-6 du Code de la Voirie Routière,

Vu l'article L 141-11 du Code de la Voirie Routière sur l'exécution d'office des travaux,

Vu les articles L 511-1 et suivants du Code de la Construction et de l'habitation,

Vu les articles 332-1 et 635-1 du Code Pénal,

Considérant qu'un règlement de voirie est un document d'urbanisme local qui établit très précisément les modalités de coordination administratives et techniques relatives à l'occupation temporaire du domaine public et à l'exécution des travaux de voirie,

Considérant que le règlement de voirie actuel de la Ville de Grasse date du 13 mai 1997, et qu'à ce titre, il est nécessaire de le faire évoluer et de le remplacer par un nouveau règlement communal de voirie plus précis et qui intègre les nouvelles modalités d'intervention sur le domaine public routier.

Considérant qu'afin d'établir des règles homogènes et acceptées par tous, un nouveau règlement communal de voirie est élaboré en collaboration avec les concessionnaires et les exploitants de droits afin de décrire toutes les spécificités techniques et les procédures administratives à mettre en place dans le cadre de l'obtention de permissions de voirie pour la réalisation de travaux sur le domaine public routier.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 28 novembre 2017,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ABROGER** le règlement communal de voirie datant du 13 mai 1997,
- **APPROUVER** le nouveau règlement communal de voirie joint à la présente délibération,
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes et documents à intervenir dans le cadre de cette affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.